

LE 9 AVRIL, CONTRE L'ANI ET POUR NOS REVENDICATIONS, TOUS ENSEMBLE, TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

Avec son projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 13 janvier dernier, le gouvernement entend franchir un nouveau cap dans la politique d'austérité.

A l'image de toutes les politiques libérales qui envoient les peuples dans le mur de la régression sociale comme à Chypre, en Grèce ou en Espagne, c'est la réduction du coût du travail qui constitue son objectif. Cela passe par la destruction des garanties collectives des salariés et de nouvelles facilités données au patronat pour licencier.

Tel est le cœur du projet de loi sur l'ANI ! De plus ce projet n'est pas isolé.

Il accompagne un ensemble de mesures cohérentes qui visent à faire encore et toujours payer la crise du capitalisme aux salariés et cela alors même que les plus riches continuent à remplir leurs coffres forts et qu'aucune des logiques ayant abouti à la crise n'a été remise en cause. Pire c'est l'austérité qui s'impose comme la seule référence de notre gouvernement!

C'est dans ce but que se profilent la MAP, fille de la RGPP et l'acte 3 de la décentralisation. Ces projets sont les supports de nouvelles attaques contre les instruments essentiels de la solidarité sociale que sont les services publics, et les possibilités de redistribution dans un cadre national.

Au nom du dogme de la réduction des coûts, l'emploi et les services publics continuent à être laminés, leurs personnels méprisés, leurs conditions de vie au travail dégradées et des menaces sur le statut général des fonctionnaires continuent à être brandies par les libéraux de tous poils au nom de la fin de prétendus privilèges et pour aligner tout le monde sur le plus bas niveau possible.

L'ANI n'est donc pas l'affaire que des salariés du privé. Comme toutes les mesures affaiblissant les socles des droits des salariés, elle est pleinement la notre!

Intervenir auprès des parlementaires pour qu'ils ne se comportent pas en scribes du MEDEF, agir et lutter tous ensemble pour le retrait de ce projet de loi scélérat :

- ▶ c'est exprimer notre rejet des politiques d'austérité ;
- ▶ c'est agir pour d'autres choix portés par la CGT, en particulier une véritable sécurité sociale professionnelle pour les salariés du privé, et le renforcement des droits et garanties du statut général des fonctionnaires,
- ▶ c'est exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations incessantes, la revalorisation de nos salaires et la reconnaissance de nos qualifications,
- ▶ c'est donner du poids à la démarche d'action que nous initions à la DGFIP avec le manifeste des agents des Finances publiques et les Etats Généraux.
- ▶ c'est donner de la force à notre exigence d'un dialogue social centré sur la réponse aux besoins des services et des agents, à l'inverse de la démarche stratégique.

A la suite de l'appel à l'action du 50ème congrès confédéral de la CGT, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires ont décidé d'une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestations pour le 9 avril prochain.

Montreuil, le 2 avril 2013

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

La CGT Finances publiques appelle tous les agents de la DGFIP :

- ▶ **à s'inscrire dans cette nouvelle étape par la grève,**
- ▶ **à participer aux manifestations qui se tiendront dans les villes du pays.**

LE 9 AVRIL

**SOYONS AU RENDEZ VOUS DES
SOLIDARITÉS DE LUTTE**

TOUS EN GRÈVE !